

## DIOIS

## DIE

## Pour la défense de l'hôpital public

En ouvrant le débat public de la 13<sup>e</sup> rencontre de la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, J.-P. Rambaud, président du collectif de défense de l'hôpital de Die a expliqué que ce choix n'était pas un hasard et a rappelé les luttes menées dans le Diois pour l'hôpital et la première manche gagnée pour la maternité qui reste ouverte jusqu'en 2011.

Ce débat public a clôturé la journée de travail des comités venus de toute la France, des organisations et des élus qui soutiennent la coordination.

Les Diois sont venus nombreux participer au débat avec Alain Fauconnier, sénateur-maire de Saint-Affrique où a été fondée la coordination nationale, Michel Antony,

président, et Françoise Nay, vice-présidente de la coordination, Patrick Pelloux, urgentiste (AMUF), André Lachard (Valréas) et Isabelle Moussy, sage-femme (hôpital Saint-Antoine)...

Les témoignages ont été nombreux pour dénoncer « la perversité » (A. Fauconnier) de la loi Bachelot, le gouvernement « qui détruit ce qui a été fait petit à petit » (P. Pelloux) et qui permet « au secteur marchand de se développer » (Nadine Pringent, CGT), la marchandisation de la santé, les seuils de rentabilité (M. Antony), l'AT2A « un mécanisme suicidaire » (J.-M. Bochaton), les franchises médicales qui augmentent. On dénonce « le plan cancer », les quotas, « 85 % des hôpitaux ne pourront plus opérer les

cancers... des patients ne pourront pas avoir les interventions nécessaires. »

P. Pelloux est intervenu sur le regroupement des Smur, sur la décision de rentabiliser les déplacements : « À Royans, les habitants n'existent que pendant la saison estivale, on veut mettre des hélicoptères partout dans lesquels on ne peut pas soigner les gens. » Le témoignage d'Isabelle Moussy (sage-femme) rappelle que les maternités sont menacées également en milieu urbain. On demande d'abroger la loi « qui fait déjà des dégâts » et l'ordonnance Juppé (Fabienne Binot de Sud Solidarité), on rappelle que la santé est un droit et on propose un système public de santé sur tout le territoire...

Jacqueline SAVIARD



Une partie des intervenants présents à cette rencontre.

## Les voix de la région dans le débat public



Lors de l'intervention de M. Szostak.

La coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité a donné la parole aux voix de la région. Gérard Szostak, vice-président de la communauté de communes du Diois, ancien médecin hospitalier et urgentiste à Lyon où il a gardé des amis, a rapporté des propos entendus par eux : « La décision donnée pour conserver l'hôpital de Die est une sacrée "connerie", ça va les renforcer et ils seront intouchables... rappelez-vous de ça a-t-il dit. La France est le seul pays à avoir fait le choix de laisser la libre entreprise sur la santé » et quant à « plus de sécurité avec des médecins qui pratiquent plus » il témoigne qu'« il y en a qui pratiquent trop et

n'assurent pas la santé des usagers ».

Bernard Buis, conseiller général et vice-président s'en est pris « aux brèches pour diviser, aux non-remplacements des personnels, à la surcharge de travail. Les combats qui arrivent vont être très forts, mobilisons-nous ».

Il y a eu aussi le témoignage d'André Lachard (Valréas) dont la maternité est « ouverte (grâce à une victoire juridique) et fermée », occupée depuis soixante jours par les citoyens, les élus et les personnels. Il a laissé éclater sa colère : « J'ai la rage au cœur... »

J.-M. Bochaton, conseiller régional, a averti : « Ce qui est en train de se mettre en place, c'est mis-

sionner l'hôpital de Valence, tuer tous les autres, hôpitaux de proximité à travers l'AT2A. »

Pour conclure : « Il y a des luttes gagnantes (...) il faut refuser la casse, résister et proposer (...) on peut gagner si on est regroupé... si on est de plus en plus nombreux en convergence avec d'autres. »

J.-P. Rambaud a proposé de construire sur la base des contenus, de commencer parce que l'on peut mettre en commun, de débattre sur les divergences » et le président de la coordination, Michel Antony, a insisté pour que partout on se réunisse en comité, que l'on se fédère « pour arriver à peaufiner ce que vous souhaitez »